

# Comment une enquête d'« El País » a révélé l'ampleur des abus sexuels dans l'Eglise

Le journal espagnol a transmis au Vatican une enquête menée pendant trois ans sur 251 membres du clergé accusés de pédocriminalité, après avoir essuyé les refus de l'Eglise espagnole d'agir suite aux révélations successives.



*A chaque fois qu'on publiait une histoire, on recevait de nouveaux messages. Jusqu'à ce qu'on décide de créer ce rapport qui compile tous les cas récoltés. Et on continue encore à recevoir des témoignages*

Julio Nuñez



*Nous sommes arrivés au point où la seule solution, c'était de présenter directement le rapport au Vatican pour que l'Eglise se rende compte de l'ampleur du phénomène*

Iñigo Domínguez



FANNY DECLERCO

**L**e quotidien El País a mené une enquête pendant trois ans sur 251 pédophiles présumés dans l'Eglise catholique espagnole, pour des faits survenus entre 1943 et 2018. Le journal a reçu plus de 600 messages après avoir diffusé en octobre 2018 une adresse de courrier électronique afin de recueillir des témoignages. Face à l'inaction de l'Eglise espagnole, les journalistes ont rendu en personne, le 2 décembre, un rapport de 385 pages au pape François, qui a, depuis, annoncé avoir ouvert une enquête interne.

Iñigo Domínguez et Julio Nuñez, deux des journalistes de l'équipe qui mène l'investigation, racontent pour Le Soir les coulisses d'une enquête hors normes qui secoue l'Eglise et la société espagnole.

**Pourquoi avoir commencé cette vaste enquête en octobre 2018 ?**

**Julio Nuñez.** Il y avait un vrai vide informatif sur les abus sexuels en Espagne malgré quelques révélations de médias locaux qui n'ont pas été suivies d'une commission d'enquête, contrairement à ce qu'il s'est passé en Irlande, en Australie ou aux Etats-Unis. Soit l'Espagne était une exception mondiale où il n'y a aucun cas d'abus, soit personne n'avait encore pris le temps d'enquêter sur ce sujet... On ne savait pas par où commencer, nous avions très peu de victimes, peu de sources. La grande majorité des 70 diocèses ne répondaient pas à nos questions. En publiant notre premier papier sur la trentaine de condamnations judiciaires de prêtres pour abus sexuels, nous avons inclus une adresse mail pour que d'autres victimes puissent nous écrire. C'est là que tout a commencé. Dès les premiers jours, nous avons reçu 100 mails ! Nous avons alors commencé à travailler, à comprendre comment l'Eglise fonctionne face à ces cas, à publier les histoires qu'on récoltait après vérification, tout en continuant à recevoir des témoignages. Ça ne s'est jamais arrêté. A chaque fois qu'on publiait une histoire, on recevait de nouveaux messages. Jusqu'à ce qu'on décide de créer ce rapport qui compile tous les cas récoltés. Et on continue encore à recevoir des témoignages...

**Quels sont vos critères pour prendre en compte un témoignage ?**

**Iñigo Domínguez.** Chaque e-mail, c'est une personne qui nous raconte son

histoire. Dans la plupart des cas, c'est une victime qui a souffert, parfois c'est un témoin qui nous contacte. Dans tous les cas, nous avons répondu aux e-mails et demandé à parler au téléphone. Parfois, nous avons rencontré la personne. Ensuite, nous avons récolté le compte rendu des faits, et procédé à une vérification aussi poussée que possible. Il fallait aussi demander si la personne souhaitait être anonymisée. Le problème ici, c'est qu'il n'y a jamais aucune preuve : c'est le témoignage d'une personne contre une autre, qui la plupart du temps est décédée. Le témoignage constitue la seule preuve, et sa crédibilité dépend de sa vraisemblance. Cela aboutit à un paradoxe : pour que son témoignage soit publié, la victime doit accepter de sortir de l'anonymat. Et que nous exigeons un tel sacrifice, un tel effort de ces personnes... Dans le rapport il y a 251 cas, mais nous continuons d'enquêter sur 250 autres. Et on continue à recevoir des témoignages.

**Durant ces trois années, quelle a été la réaction de l'Eglise espagnole ?**

**I.D.** Nous avons proposé à l'Eglise de faciliter la médiation avec les victimes. Pour l'instant, la conférence épiscopale a toujours refusé d'ouvrir une enquête, de revoir les archives, de créer une commission indépendante. La solution restante consiste à ce que chacun des 31 diocèses et des 31 ordres nous contactent, et que nous les mettions en contact avec les victimes. Cela fait plus de 70 interlocuteurs, divisés ensuite par province... L'Eglise ne facilite pas les choses.

**Vous avez ensuite rendu votre rapport au Vatican...**

**I.D.** Après trois années d'enquête et de publications, nous étions face à un mur : les ordres et diocèses que nous contactions en les informant des accusations nous répondaient qu'ils ne savaient rien, qu'ils n'allaient pas enquêter. Mais en 2019, le pape a changé la législation, précisément parce qu'il était conscient qu'il y avait une dissimulation (le pape François a levé le secret pontifical sur les abus sexuels au sein de l'Eglise, NDLR). Pendant longtemps, celui qui voulait dénoncer des abus devait frapper à la porte de l'archevêché ou de l'ordre qu'il dénonçait... Les victimes qui apparaissaient dans les médias n'existaient pas pour l'Eglise, qui voulait gérer directement ces affaires. Depuis 2019, la Congrégation pour la doctrine de la foi doit ré-

pondre à « toute information » sur un possible abus, même une information de la presse. (Le vade-mecum du Vatican impose un suivi des cas dans un délai de nonante jours, NDLR.) En vérité, on faisait face aux mêmes réponses. Ils s'en fichent ! Ils désobéissent ouvertement au pape. Nous sommes arrivés au point où la seule solution, c'était de présenter directement le rapport au Vatican pour qu'il se rende compte de l'ampleur du phénomène. C'était par souci d'efficacité et pragmatisme.

**Et depuis lors, l'Eglise espagnole a changé son fusil d'épaule ?**

**I.D.** Les évêques ont critiqué le manque de rigueur de notre rapport. La conférence épiscopale continue de refuser d'enquêter par manque de compétence, alors qu'ils en ont l'obligation ! Au sein de la conférence, il y a une division très forte entre cette majorité et une minorité qui souhaite la transparence. Certains évêchés nous écrivent directement pour nous demander des informations sur certains cas, bien qu'ils ne soient pas autorisés à le faire par le bureau épiscopal. Tout cela crée beaucoup de confusion...

**J.N.** Curieusement, ce sont les évêques qui ont prononcé ces paroles. Mais de nombreux ordres, et en particulier ceux concernés par les cas rapportés, ont directement commencé à enquêter et ont demandé pardon publiquement. Cela souligne bien la différence avec la Conférence épiscopale, qui devrait non seulement enquêter sur ces cas, mais aussi sur la dissimulation elle-même : dans le rapport, on retrouve une liste d'évêques, certains encore en vie, qui ont couvert ces affaires.

**Dans plusieurs pays, des commissions parlementaires ont été créées suite aux témoignages d'abus sexuels. Quelles ont été les réactions politiques ?**

**J.N.** C'est un sujet très inconfortable pour les partis politiques. Qu'ils soient de droite ou de gauche, aucun n'a fait de déclaration au vu de l'importance de l'Eglise en Espagne et de son lien avec l'histoire du pays. Et regarder en arrière dans notre pays, c'est toujours problématique au vu des sujets encore non résolus comme la guerre civile, le franquisme... C'est pour moi une preuve de l'immaturité de la société démocratique espagnole qui a encore des tabous et ne parvient pas à affronter ces questions sans être soumise à des batailles idéologiques.

**Le quotidien « El País » a publié le témoignage de plus de 1.200 victimes; 250 autres sont encore au stade de l'enquête.** © CAP.

**Plus de 1.200 victimes**

Le quotidien *El País* évoque le nombre (sans donner de noms) de 251 prêtres et membres d'ordres religieux qui seraient les auteurs d'abus pédophiles. Tout a commencé par une adresse électronique ouverte en octobre 2018 pour recueillir les témoignages et récits de victimes, après un article retraçant une trentaine de condamnations judiciaires de prêtres. Trois ans plus tard, le quotidien trace le destin de plus de 1.200 victimes, au travers d'un site qui est continuellement actualisé, face au flot constant de témoignages ; 250 autres cas sont encore au stade de l'enquête journalistique. Le quotidien espagnol a entrepris un travail méticuleux de récolte puis d'analyse et de représentation de données en ligne, appuyé par un moteur de recherche et la possibilité de télécharger les données sous forme de fichiers, agrémentés de longs récits et de vidéos. « Combien de cas y a-t-il ? Combien de victimes ? On ne le savait pas, car personne ne les comptait », explique Iñigo Domínguez. « On a dû le faire et assumer un rôle qui dépasse celui de l'information traditionnelle. On sentait une énorme responsabilité : dès que l'on parlait à l'une des victimes, on savait qu'on ne pouvait pas la laisser tomber, qu'on devait raconter son histoire. On était son dernier espoir. Le sentiment qu'un quotidien peut aider les gens, ça redonne un peu de confiance dans notre travail, dont on ne sait pas toujours à quoi il sert aujourd'hui. » F.D.C.Q.